

[Text]

Puis, plus récemment, au cours des 10 dernières années, il y a eu le succès évident des francophones dans la question économique au Québec, qui leur a donné beaucoup plus de confiance pour se débattre eux-mêmes dans l'univers nord-américain.

Enfin, les changements se produisent non seulement au Canada, mais partout dans le monde, puisque qu'il y a mondialisation des marchés. Le Canada doit redéfinir son rôle sur le marché mondial à l'intérieur des blocs, ce qui amène des discussions de libre-échange comme celles qu'on a connues. Bon nombre de nos industries ont besoin d'être restructurées. Tout cela crée un certain nombre de pressions sur nous. De plus, il ne faut pas oublier le déficit des gouvernements, particulièrement celui du fédéral qui pèse de plus en plus lourd sur les Canadiens et qui a atteint un point critique. Il nous faut absolument maîtriser les dépenses et rendre les gouvernements plus efficaces. Le concept de l'État providence ne peut plus répondre à tous les besoins. Il n'y a plus de marge de manoeuvre.

Nous sommes une société en état de constante autocritique. Ce n'est pas mauvais. Je pense que cela fait partie du climat démocratique. Cependant, nous avons beaucoup trop l'habitude de mettre l'accent sur les choses qui nous divisent plutôt que sur les choses qui nous rassemblent. Nous minimisons les valeurs que nous avons en commun. Je pense qu'on joue tous un peu le rôle de critique. On aime bien le sensationnalisme.

Je crois que la défaite du lac Meech est venue couronner, l'année dernière, la fin de la vision des années 70. Cette vision est dépassée quant à sa dimension linguistique, et je crois qu'elle est dépassée quant à sa dimension économique. Également, étant donné le phénomène de rejet que le Québec a perçu, il s'est finalement senti au pied du mur.

• 1440

Que veut-on changer? Jusqu'à quel point les problèmes auxquels la société canadienne fait face sont-ils de nature constitutionnelle? Je ne crois pas qu'il faille nécessairement mettre tout dans ce panier-là. Il y a beaucoup de problèmes administratifs, de problèmes politiques, de problèmes de gestion qui n'ont pas grand-chose à voir, je crois, avec les problèmes constitutionnels.

Il y a évidemment d'innombrables points de vue, mais il me semble, quand on examine ensemble des questions canadiennes, qu'il y a certaines constantes en dépit des divergences que l'on a entre nous. J'en citerais quatre majeures.

La première, c'est le désir d'une plus grande autonomie économique régionale. Bien des endroits au Canada se sentent impuissants à développer leur économie, à l'accélérer. Qu'on soit dans l'Ouest, au Québec ou aux Maritimes, on a un besoin d'être plus près des leviers économiques, de les exercer soi-même. Si on pouvait avoir là un peu plus de responsabilités régionales, il ne fait aucun doute que cela diminuerait le sens d'aliénation.

Deuxièmement, je crois qu'il est indispensable de repenser le bilinguisme à l'échelle nationale. Nous devons viser un genre de bilinguisme institutionnel peut-être un peu plus modeste que celui qu'on a essayé d'implanter. Il est

[Translation]

Then, more recently, in the last 10 years, francophones have met with obvious economic success in Quebec and that has given them more confidence in their ability to fend for themselves in the North American context.

Finally, things are changing not only in Canada but all over the world with market globalization. Canada must redefine its role within trading blocks on the global market, and that leads to debates on free trade, as we have seen. Many industries need restructuring. All that creates pressures. And we must not forget about government deficits, and more particularly the federal deficit with the increasing burden it represents for Canadians and which has reached a critical point. We must absolutely control spending and make governments more efficient. The welfare state can no longer be all things to all people. There is no room left to manoeuvre.

Our society is constantly going through an exercise in self-criticism. It is not a bad thing. I think it comes with democracy. However, we always tend to stress the things that divide us rather than the things that unite us. We minimize the importance of the values we share. I think we are a bit too critical. We enjoy sensationalism.

The failure of the Meech Lake agreement last year put to rest the vision of the 1970s. It is obsolete in its linguistic dimension, and I think it is obsolete in its economic dimension as well. Also, Quebec having perceived that failure as rejection has felt cornered.

What do we want to change? To what extent are the problems facing Canadian society today of a constitutional nature? I do not think that we should necessarily put everything in that category. There are many administrative problems, political problems, management problems that have little to do, in my view, with constitutional issues.

There are obviously many opinions on the subject, but it seems to me that if we look at Canadian issues as a whole, beyond our differences there are certain commonalities. I would mention four major ones.

Firstly, there is desire for greater regional economic autonomy. Many areas in Canada feel powerless to develop their economy, to stimulate it. Whether they live in the West, in Quebec or in the Maritimes, people want to be closer to economic power, they want to have the power themselves. If we could give more responsibilities to the regions it would certainly alleviate the sense of alienation.

Secondly, I think that we must rethink bilingualism across the nation. Maybe we should aim for institutional bilingualism of a more modest scale than what has been tried. Something has to be done to alleviate the sense of frustration